

Evaluation Multisectorielle des Besoins (MSNA)

Redevabilité

Mars 2026 | Haïti

Messages Clés

- **L'insatisfaction à l'encontre du comportement des travailleurs humanitaires (rapportée par le quart des ménages), ainsi que le manque de connaissance des mécanismes pour signaler les plaintes** restent particulièrement problématiques en Haïti. Non seulement très peu de ménages connaissaient ces dispositifs, mais c'était aussi dans les zones telles que le **Nord-ouest** et l'**Ouest** où **des témoignages ou des expériences d'exploitation ou abus sexuels** ou **des demandes de contrepartie financière par des travailleurs humanitaires** ont été le plus rapportés que le moins de ménages connaissaient ces mécanismes.
- **L'aide humanitaire a été perçue comme inéquitable par un ménage sur cinq** (19%), qui estimait qu'elle ne parvenait pas aux personnes les plus vulnérables. Cette perception était particulièrement marquée dans les départements du **Centre** (46%) et du **Nord-Ouest** (29%), avec les personnes âgées le plus souvent perçues comme lésées.
- Bien que l'incapacité à répondre aux besoins immédiats tels que la nourriture (58%) ou l'eau potable (37%) ait encore figuré parmi les défis les plus fréquemment rapportés par les ménages, les demandes de soutien en matière **d'abris** (42%) **et de moyens de subsistance** (39%) ont également été largement évoquées, suggérant possiblement la nécessité d'un soutien plus durable.

80%

des ménages n'avaient connaissance d'aucun mécanisme pour signaler les cas de mauvais comportements auprès des organisations humanitaires.

32%

des ménages déclarant percevoir l'aide humanitaire comme étant partiellement équitable ou étant inéquitable.

32%

des ménages ont rapporté que le manque d'informations sur les services disponibles, ainsi que sur les démarches pour accéder à l'aide, constituait un obstacle à l'accès à l'aide humanitaire.

Contexte

En 2025, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a estimé à 6 millions le nombre de personnes ayant des [besoins humanitaires en 2025](#) en Haïti. L'augmentation croissante du nombre de personnes dans le besoin traduit les défis auxquels font face les Haïtiens, notamment la persistance de la violence, l'instabilité politique et sociale, et l'exposition aux aléas climatiques. Les violences perpétrées par les groupes armés ont provoqué le déplacement massif de citoyens et contribué à plonger près de la moitié de la population haïtienne dans une [insécurité alimentaire aigüe](#).

Face à ces complications et pour une meilleure compréhension de la crise, la collecte de données pertinentes demeure une priorité essentielle. Elle permet aux acteurs humanitaires d'identifier l'ensemble des besoins des ménages, de renforcer la **redevabilité** et de proposer des réponses plus adaptées et efficaces.

Aperçu de l'évaluation

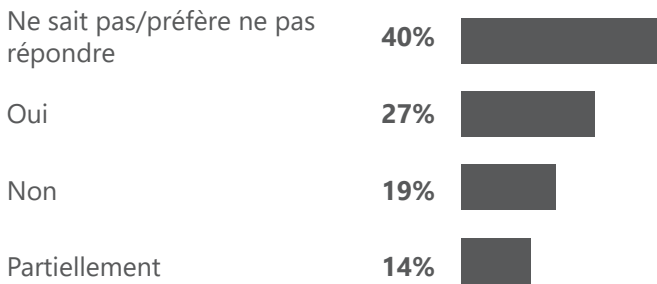
Afin de répondre à des défis en matière d'accès à de l'information, IMPACT, à travers son initiative REACH et sous le mandat du Groupe de Coordination Inter-Secteur (ISCG), facilite pour la quatrième fois en Haïti une MSNA auprès des ménages de la population générale couvrant l'ensemble du territoire, afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour l'année 2026. Cette analyse permettra une meilleure anticipation des questions liées à la **redevabilité** et une prise de décision éclairée.

Méthodologie:

La collecte de données auprès des ménages s'est déroulée du 27 juin au 04 août 2025 et s'est faite auprès de 3139 ménages dans 10 départements. Les entretiens ont été effectués en personne avec un outil quantitatif. L'enquête MSNA, réalisée avec un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de +/-10%, a utilisé une approche d'échantillonnage probabiliste en grappes stratifiées en deux étapes, avec sélection aléatoire (GIS) des ménages de la population générale.

PERCEPTION DE L'AIDE HUMANITAIRE

Perception de l'aide humanitaire comme équitable (à destination des plus nécessiteux), % de ménages



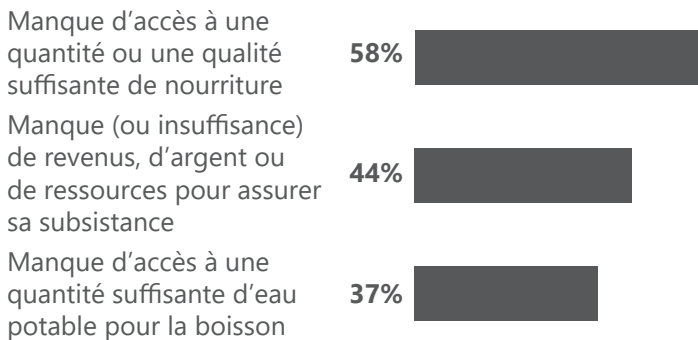
46% des ménages dans le **Centre** ont rapporté que l'aide humanitaire était perçue comme inéquitable (n'allant pas à destination des plus vulnérables).

Parmi les 19% de ménages n'ayant pas vu l'aide comme équitable, **les groupes les plus souvent perçus comme n'ayant pas accès à l'aide humanitaire** sont les personnes âgées (55%), veuves (24%), femmes enceintes (23%) et des personnes en situation de handicap (22%).

De plus, les ménages n'ayant pas vu l'aide comme équitable dans le département du **Nord** ont fréquemment rapporté **les enfants** (23%) **et les nouveaux arrivants** (14%) comme groupe de personnes écarté des aides humanitaires alors que dans le **Nord-Ouest**, c'était les **ménages dirigés par des femmes** (32%) qui étaient le plus perçus comme étant mis à l'écart.

PRINCIPAUX DÉFIS ET PRÉFÉRENCES D'AIDE HUMANITAIRE

Top 3 défis auxquels les ménages sont confrontés, % de ménages

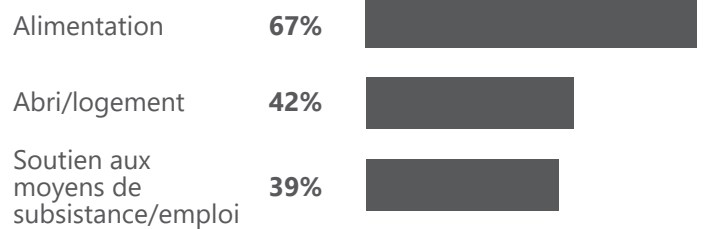


À l'échelle nationale, le manque d'accès à une quantité ou une qualité suffisante de nourriture a plus souvent été rapporté en 2025 (39% des ménages) qu'en 2024 (33%). 22% des ménages ont rapporté ne pas avoir suffisamment d'eau à boire pendant **au moins trois jours** au cours des quatre dernières semaines tandis que 37% ont souligné le **manque d'accès à l'eau** comme l'un des principaux défis auxquels leur ménage est confronté. De manière similaire, selon les scores de consommation alimentaire, 24% des ménages étaient dans le besoin pour la sécurité alimentaire dans le **Nord**, mais 73% des ménages ont rapporté le **manque d'accès à une quantité ou une qualité suffisante de nourriture comme défi principal**.

D'une région à une autre, d'autres types de défis importants et préoccupants pour les ménages étaient également et souvent rapportés. Dans le Sud, 44% des ménages évoquaient le **manque d'espace de vie approprié** (28% au niveau national). Dans le **Sud-Est**, le **manque d'accès aux soins de santé** (27%) faisait partie des principaux défis rapportés par les ménages tandis que dans la **Grand'Anse**, l'un des principaux défis restait la **nécessité de rembourser des dettes** (13%), soit environ quatre fois plus que la proportion à l'échelle nationale (3%).

Top 3 types d'assistance préférés si le ménage devait recevoir de l'aide humanitaire, % de ménages

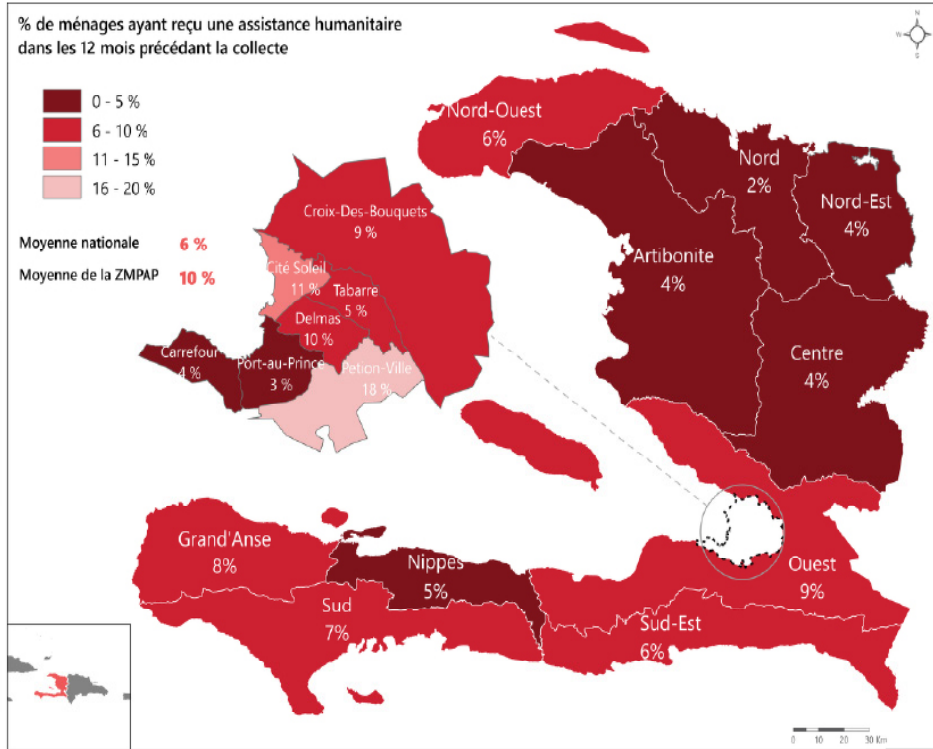
parmi les ménages ayant rapporté au moins un défi



Les soutiens souhaités par les ménages allaient globalement dans le même sens que les défis qu'ils ont rapportés. Parmi les 97% des ménages qui ont rapporté au moins un défi dans le département du **Sud**, où le **manque d'espace de vie approprié** a été largement mentionné, 57% de ces ménages auraient souhaité **un soutien au logement/abri** des acteurs humanitaires. De plus, dans la **Grand'Anse**, le défi lié au **remboursement de dettes** se reflétait également dans les soutiens espérés. En effet, 14% des ménages ayant rapporté un défi ont souhaité **un appui pour le remboursement de leurs dettes**. Bien que peu rapportés au niveau national, **les services d'assainissement (par exemple latrines, canalisation, épuration)** demeuraient une préoccupation importante dans le département du **Nord**, où 13% des ménages ayant rapporté un défi, soit plus de deux fois le pourcentage de ménages au niveau national (5%), ont exprimé le souhait de recevoir ce type de soutien de la part des acteurs humanitaires.

Dans le **Nord-Ouest**, les ménages ayant rapporté au moins un défi ont fréquemment mentionné souhaiter recevoir de l'aide sous la forme d'**eau potable** (34%) ainsi qu'en **soins de santé** (37%), ce qui laissait supposer une grande vulnérabilité sur le plan sanitaire. Par ailleurs, dans le **Sud-Est** (11%) et dans l'**Artibonite** (10%), ces ménages ont rapporté une préférence pour des **soutiens en semences ou autres intrants agricoles** afin de mieux faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

RÉCEPTION DE L'AIDE HUMANITAIRE



6% des ménages ont reçu un soutien de leur communauté, parmi lesquels 45% ont obtenu une assistance alimentaire. Toutefois, la moitié des ménages ayant reçu une assistance humanitaire n'ont pas été consultés sur le type d'assistance qu'ils souhaiteraient recevoir.

Les ménages déplacés (12%) demeuraient ceux qui ont le plus rapporté avoir reçu de l'aide humanitaire au cours des 12 derniers mois précédant la collecte des données, soit le double de la proportion nationale. Cette tendance était également observée dans la ZMPAP, où 23% des ménages déplacés y ont déclaré avoir bénéficié d'une aide humanitaire, contre seulement 10% pour l'ensemble de la population générale au niveau de la ZMPAP.

Top 5 modalités d'assistance humanitaire préférentielle de la part des acteurs humanitaires, % de ménages parmi 97% des ménages ayant exprimé au moins un défi auxquels leur ménage est confronté

Espèces physiques	79%	Fréquemment rapportée dans le Sud (93%), Nord (93%) et Nippes (91%).
En nature (nourriture)	56%	Fréquemment rapportée au niveau du Nord (80%) et de Grand'Anse (70%).
Espèce via de l'argent mobile	20%	Fréquemment rapportée au niveau de l'Artibonite (31%) et du Sud-Est (28%).
Construction / réhabilitation d'infrastructures (points d'eau, latrines, routes, etc.)	18%	Fréquemment rapportée au niveau de Nord-ouest (31%) et du Nord (30%).
Services (par exemple, soins de santé, éducation, psychologique)	10%	Fréquemment rapportée dans le Nord-Ouest (14%), de l'Ouest et Artibonite (11%)

Bien que **l'abri** figurait parmi l'un des types de soutien le plus souvent souhaités par les ménages et que la construction ou réhabilitation des infrastructures constituait la modalité d'assistance souhaitée par 18% de ménages au niveau national,

presqu'aucun ménage n'a déclaré avoir reçu une assistance en matière d'abris au cours des 12 derniers mois (2/3139). De même, alors que l'appui aux moyens de subsistance représentait également l'un des types de soutien le plus souvent souhaités par les ménages,

presqu'aucun ménage (3/3139) n'a rapporté avoir bénéficié d'une telle aide. **Ces résultats ont suggéré un décalage entre les préférences et besoins exprimés par les ménages et l'assistance effectivement fournie par les acteurs humanitaires.**

Top 3 obstacles d'accès à l'aide humanitaire, % de ménages

Manque d'informations sur les services disponibles et la manière d'accéder à l'aide	32%	Fréquemment rapportée au niveau du Nord-Ouest (51%), du Centre (46%), et du Nord (46%).
Manque d'assistance disponible ou de ressources de la part des prestataires	9%	Fréquemment rapportée au niveau de l'Artibonite (14%), l'Ouest (12%) et du Centre (10%).
Exclusion basée sur l'affiliation/le groupe social/le favoritisme	8%	Fréquemment rapportée au niveau du Nord-Ouest (24%) et de l'Artibonite (12%).

MOYENS DE COMMUNICATION ET INFORMATIONS SUR L'ASSISTANCE DISPONIBLE

Top 3 types d'information souhaitée, % de ménages

Comment s'inscrire pour recevoir de l'aide	55%		Fréquemment rapportée au niveau du département du Nord (77%), de la Grand'Anse (75%) et du Nord-Ouest (69%).
Comment obtenir de l'eau, de la nourriture	29%		Fréquemment rapportée au niveau de l' Artibonite (47%), du Sud-Est (35%) et du Nord-Ouest (34%).
Comment trouver du travail	16%		Fréquemment rapportée au niveau de l' Ouest (23%) et de Nippes (23%), mais aussi par les déplacés (26%).

Le premier type d'information souhaitée concernait **comment s'inscrire pour recevoir de l'aide**, ce qui pouvait indiquer un manque de communication par les partenaires humanitaires. D'autres formes d'informations sont également recherchées dans certaines zones du pays. Dans les départements des Nippes et de l'Artibonite, 22 % des

ménages souhaitaient savoir **comment obtenir un abri, un logement ou du matériel d'hébergement**. Cette demande est également exprimée par 18 % des ménages déplacés contre 15 % des ménages non-déplacés. Dans les Nippes, 21 % des ménages **souhaitent recevoir des informations sur l'accès aux soins de santé**. Par ailleurs, les

besoins d'information concernant **l'obtention de plus d'argent ou de soutien financier** sont fréquemment rapportés dans le Nord-Ouest (27%) et le Nord-Est (24 %). Enfin, dans le Centre (13%) et l'Ouest (12%), les ménages expriment principalement le **souhait d'obtenir des informations relatives à la situation sécuritaire**.

Top 3 sources préférées pour recevoir de l'information, % de ménages

Leader communautaire	44%		Fréquemment rapportée au niveau du département de la Grand'Anse (58%), Nord (58%), Sud-Est (54%) et du Nord-Est (54%).
Agence nationale d'aide humanitaire/ONG nationale	30%		Fréquemment rapportée au niveau de Nord-Ouest (50%), du Nippes (42%) et de l' Ouest (36%).
Agence internationale d'aide humanitaire/ONG internationale	30%		Fréquemment rapportée au niveau du Nord-Ouest (55%), du Nord (52%) et des Nippes (48%).

Globalement, les ménages ont rapporté une plus grande préférence pour les acteurs locaux pour obtenir de l'information, puis viennent les autres sources. Dans le département du **Sud-**

Est (35%), les ménages ont rapporté également une préférence pour les **leaders religieux** comme source de confiance, tandis que dans le **Centre** (40%) et l'**Artibonite** (18%), ils ont

exprimé plutôt leur préférence pour la **station de radio** comme source d'information fiable.

Top 3 canaux de communication préférés pour recevoir des informations sur l'aide humanitaire, % de ménages

Appel téléphonique	70%		Fréquemment rapportée en milieu urbain (75%).
En face-à-face / en direct (visite à domicile, réunion communautaire...)	41%		Fréquemment rapportée en milieu rural (43%), dans le département du Nord-Est (57%) et des Nippes (54%).
WhatsApp ou autre messagerie instantanée	18%		Fréquemment rapportée au niveau du Nord (39%) et Nord-Ouest (32%).

La large préférence pour les appels téléphoniques est probablement liée au fait que 95% des ménages n'ont disposé **d'aucune couverture de réseau mobile**, bien qu'il faut noter que cette proportion était de 84% seulement dans le **Sud-Est**. 5% des ménages ne disposaient **d'aucune couverture**

réseau et 29% d'une couverture limitée **permettant uniquement les appels et les SMS**. Les deux principaux **opérateurs téléphoniques** à l'échelle nationale sont: Digicel, majoritairement rapporté dans le **Grand Sud** et l'**Ouest** et Natcom, davantage présent dans le **Grand Nord**, le **Centre** et l'**Artibonite**.

En ce qui concerne les obstacles à l'accès à l'internet, 36% des ménages ont rapporté **le manque de ressources financières pour l'achat de forfaits de données**, une contrainte plus marquée en **milieu urbain** (40%).

COMPORTEMENT DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES

Satisfaction du comportement des travailleurs humanitaires, % de ménages

Ne sait pas ou Préfère ne pas répondre	54%		Fréquemment rapportée au niveau du département des Nippes (73%), de la Grand'Anse (68%) et du Nord-Est (65%).
Non	24%		Fréquemment rapportée au niveau du Nord-Ouest (56%), du Centre (44%) et du Sud (38%).
Oui	22%		Fréquemment rapportée au niveau du Nord (41%) et de Grand'Anse (29%).

Raisons de non-satisfaction, % de ménages

Presqu'un quart (24%) des ménages de la population générale a révélé leur insatisfaction face au comportement des travailleurs humanitaires. La raison de non-satisfaction la plus rapportée concerne **les comportements frauduleux ou corrompus** de la part des travailleurs humanitaires (7%) notamment dans **le département de Nord-Ouest** (27%)¹. D'autres motifs d'insatisfaction fréquemment rapportés

concernaient des abus de pouvoir de la part des acteurs humanitaires. Ainsi, 3% de tous les ménages ont rapporté **avoir été témoins ou victimes d'exploitations ou d'abus sexuels** tandis que 2% ont mentionné avoir été témoin ou avoir reçu une demande d'argent en échange de la fourniture de l'aide. Ces cas étaient particulièrement signalés dans la **ZMPAP**, notamment à **Croix-des-Bouquets**, où 13% des

ménages ont indiqué **avoir été témoins ou victimes d'une demande d'argent en échange de la fourniture de l'aide par les travailleurs humanitaires**, et 12% ont rapporté **des exploitations ou abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires**. Une proportion similaire a été observée dans le département du **Nord-Ouest**, où 12% des ménages évoquaient également cette cause.

Connaissance et perception des mécanismes de plaintes, % de ménages

Département & ZMPAP	Connaissance des mécanismes de signalement de plaintes, % de ménages	% de ménages rapportant l'insatisfaction liée aux témoignages ou expériences d'abus sexuels par les travailleurs humanitaires ¹
Centre	10%	3%
Ouest	9%	4%
Sud	7%	1%
Artibonite	6%	2%
Nord-Ouest	4%	12%
ZMPAP	8%	2%

80% des ménages ont rapporté **ne pas être informés de l'existence de mécanisme** pour signaler les cas de mauvais comportement. Ce taux a atteint les 95% dans le **Nord-Ouest**, un département où **des cas de comportements frauduleux ou corrompus ont été fréquemment rapportés**.

17% de tous les ménages ont déclaré ne pas se sentir à l'aise de signaler des mauvais comportements. Cette proportion était encore plus élevée dans certains départements, ce qui signifiait qu'un plus fort pourcentage de ménages n'étaient pas disposés à signaler ces comportements: 44% dans

le **Nord-Ouest**, 23% dans **les Nippes** et 21% au niveau **de l'Artibonite**. Parmi les 4% de tous les ménages qui se sentaient à l'aise de signaler, les leaders communautaires (53%), les agences nationales (45%) et les agences internationales (29%) ont été identifiés comme les acteurs préférés pour recevoir les plaintes.

Une plus grande proportion de ménages vivant en **milieu rural** (84%) ne disposent pas de connaissances sur les mécanismes de retour de plaintes comparativement à ceux des milieux urbains (77%). A noter que la proportion de ménages ruraux exprimant une insatisfaction vis-à-vis du

comportement des acteurs humanitaires est plus élevée que celle des ménages urbains (27% vs 21%). Dans la **ZMPAP**, 48% des ménages **de la commune de Croix-des-Bouquets**, soit plus de trois fois de la proportion de la zone (13%), ont exprimé leur insatisfaction vis-à-vis du comportement des acteurs humanitaires. Pourtant, seuls 8% **connaissaient l'existence de mécanismes pour déposer une plainte**, alors même que cette commune a été celle ayant signalé la plus haute proportion de ménages qui ont rapporté des expériences ou des témoignages d'exploitations sexuelles (23%) et les pots de vin (27%).

¹ Question sur les raisons de non-satisfaction, posée uniquement aux 24% de ménages ayant déclaré une non-satisfaction liée aux comportements des travailleurs humanitaires. Les résultats sont toutefois rapportés à l'ensemble de la population pour que la part de ménages répondant ne semble pas sur-rapportée.

Méthodologie

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé [l'évaluation multisectorielle auprès des ménages](#) (MSNA) ayant couvert l'ensemble du territoire haïtien. Au total, 3139 ménages ont participé à l'enquête.

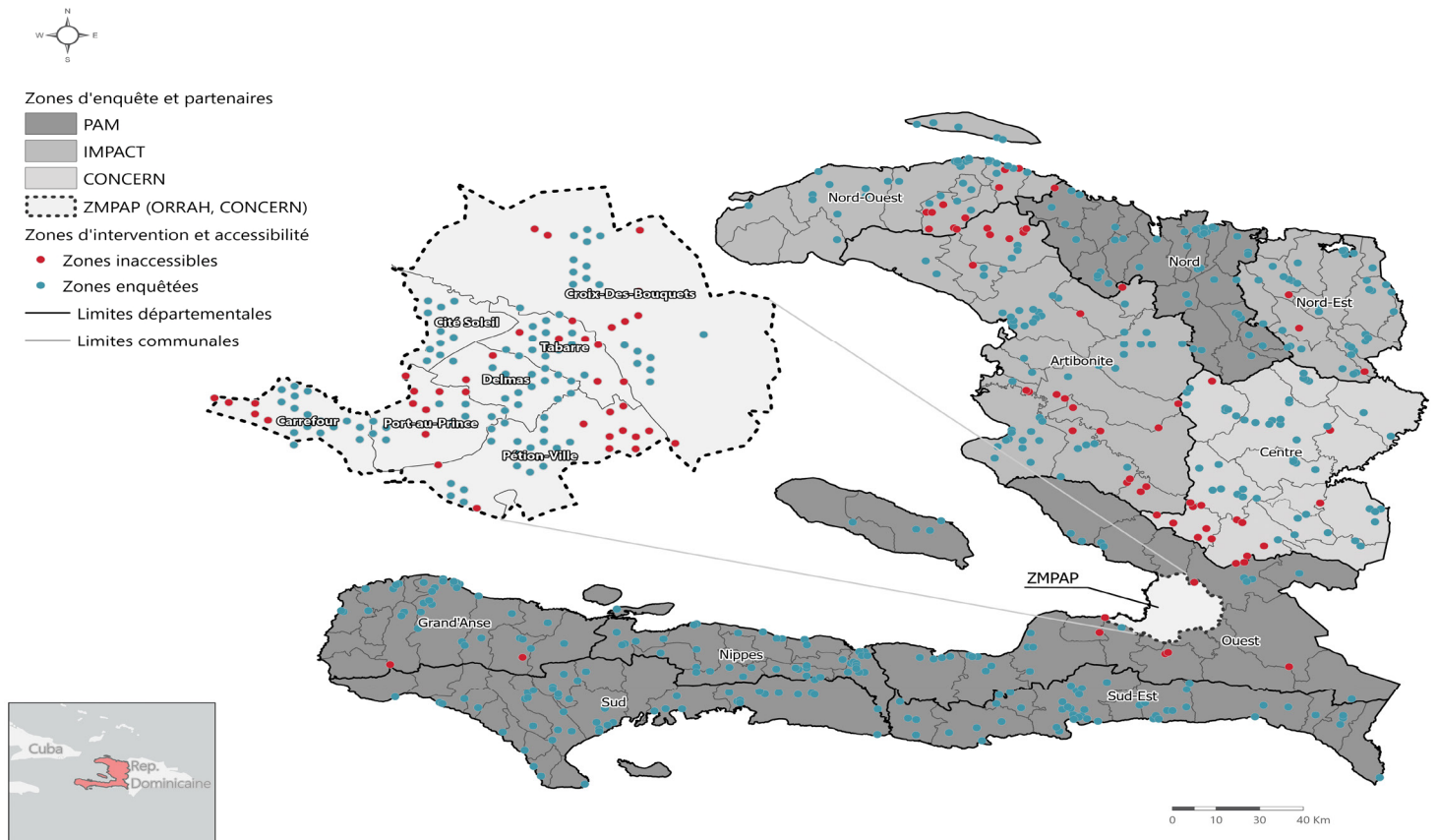
L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un niveau de confiance de 90%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements, des zones urbaines et rurales. Pour plus d'informations, veuillez consulter [le dashboard montrant les résultats de la MSNA 2025](#).

Limite de l'enquête

Certaines zones ont été exclues de l'échantillonnage à cause de contraintes d'accès sécuritaire impliquant, que l'échantillon pour une strate n'a pas pu être complété. C'est le cas du département de l'Ouest-Rural (103/128). En outre, certains sujets considérés comme sensibles (protection, hygiène menstruelle ou encore santé mentale) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

Enfin, les entretiens ont été menés uniquement avec les chefs de ménage. Ceux-ci peuvent ne pas avoir une vision précise de la situation de tous les autres membres du ménage. Par exemple, ils peuvent ne pas connaître les habitudes de consommation, leur état de scolarisation ou les besoins spécifiques de chaque membre, en particulier si ces derniers sont adultes et indépendants.

Couverture géographique



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences.

REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter: @REACH_info.